

# France-Allemagne, une relation intense mais compliquée

Par Cyrille Schott | 04/12/2018, 7:22 | 3127 mots



Cyrille Schott. (Crédits : DR)

**POUR UN NOUVEAU SERMENT DE STRASBOURG (2/4).** A quelques mois des élections européennes (le scrutin aura lieu le 29 mai 2019), nous publions en quatre volets une conférence de Cyrille Schott donnée en octobre dernier. Son regard lucide et chaleureux sur son expérience de "bâtitteur de l'Europe au quotidien" en tant que préfet d'Alsace est un stimulant rappel des grands enjeux de la construction européenne, alors que maints grincements se font entendre dans la charpente de cette construction attaquée aujourd'hui de toutes parts. Par Cyrille Schott, préfet honoraire de région, ancien directeur de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

J'ai évoqué ma foi dans le destin de mon pays et la conviction qu'il passe par l'Europe et l'amitié entre la France et l'Allemagne. Pourtant, cette amitié ne va pas de soi. Le rapport entre nos deux pays est intense, mais compliqué. Les réactions en Allemagne au lendemain de l'élection de Macron en témoignent. Les hebdomadaires, *die Zeit* et *der Spiegel*, publient sa photo en première page, cette élection étant ressentie

comme un évènement majeur, signe de l'intensité de nos liens. Il faut toutefois s'arrêter sur les légendes accompagnant ces photos et la mise en scène de celles-ci. *Die Zeit* représente Macron les yeux clos et la tête surmontée d'une auréole, avec en gros titre « *Der Heiland* », « le Sauveur », et le texte suivant : « Emmanuel Macron est considéré désormais comme le sauveur de l'Europe... Qu'avons-nous à attendre de lui ? <sup>1</sup> » *Der Spiegel* entoure son portrait en buste d'un halo bleu-blanc-rouge, avec le titre suivant « *Teurer Freund* », « Cher ami » au sens de « Coûteux ami », ainsi que le précise le texte d'accompagnement : « Emmanuel Macron sauve l'Europe...et l'Allemagne doit payer<sup>2</sup> », le tout en tricolore. L'on perçoit de l'admiration, du soulagement, de l'ironie et de l'inquiétude : Macron veut faire payer l'Allemagne.

Prenons un autre évènement franco-allemand de cette année. Le 22 janvier 2018, le *Bundestag* et l'Assemblée nationale commémorent le 55ème anniversaire du traité de l'Elysée. Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, s'exprime en allemand devant le *Bundestag*. La salle est pleine ; la chancelière, Angela Merkel, est là. Le même jour, Wolfgang Schäuble, le président du *Bundestag*, parle en français, devant l'Assemblée nationale. L'hémicycle est aux trois-quarts vide. Seuls deux ministres se sont déplacés, dont celle des affaires européennes, arrivée en retard. Légèreté française ?

## **Un rapport entre la France et l'Allemagne intense mais complexe**

On le voit, le rapport entre la France et l'Allemagne est étroit, mais complexe. Des analystes se plaisent à souligner les différences, de nature à contrarier leur relation. Sans me ranger à cette vision, je veux évoquer devant vous un certain nombre d'arguments allant dans ce sens.

La France, fière de son siège au conseil de sécurité de l'ONU, de son armée capable d'expéditions, de sa force nucléaire, du rayonnement dû à sa langue et à son histoire de nation des Lumières, de la Révolution et des droits de l'homme, garde le regard tourné vers le vaste monde, avec des zones d'influence privilégiées dans le Sud, spécialement en Afrique. L'Allemagne, fière de la puissance de son économie et de la qualité de ses produits, est réticente devant les interventions militaires, a le regard tourné vers son continent et spécialement l'Europe centrale et orientale, où ses intérêts sont grands, et agit comme l'une des premières puissances exportatrices mondiales. Les Allemands s'irritent aisément des prétentions et du comportement de celle souvent nommée ironiquement « la Grande Nation. » Le prestige de leur pays tient dans la *deutsche Qualität*, la qualité allemande. Dans les relations commerciales entre les deux pays, le déséquilibre, au détriment de la France, est aussi ancien que le débat qui périodiquement l'accompagne. Il en va de même pour la situation de l'emploi. Du côté français, l'on n'est pas en reste dans la critique, spécialement à l'égard d'une politique économique allemande, jugée à courte vue et tirant les bénéfices du marché unique et de la zone euro sans songer à un retour suffisant vers les autres pays européens, ou dans l'irritation d'être seul à véritablement s'engager dans le combat, celui des armes, contre le djihadisme dans le Sahel.

Le terrain institutionnel illustre nos décalages. En Allemagne, le système est fédéral, les *Länder* n'étant pas de simples régions, mais des Etats fédérés ; le régime est parlementaire, avec des partis qui discutent âprement d'un contrat de gouvernement,

qui devra être respecté, et un *Bundestag*, qui contrôle sourcillement le gouvernement et ses engagements, spécialement militaires, à l'étranger ; la décentralisation est ancrée dans l'organisation du pays et, au lieu d'une capitale hégémonique, les pôles urbains maillent le territoire. En France, la République est unitaire et, quoique décentralisée, l'Etat reste bien présent dans l'administration du territoire ; la gouvernance du pays est dominée, sauf en période de cohabitation, par le Président de la République, qui dispose d'un vaste pouvoir, notamment pour l'engagement rapide d'actions militaires extérieures. Dans la gestion des comptes publics, à la rigueur germanique s'oppose la souplesse française. Dans la gouvernance des entreprises, à la *Mitbestimmung*, où les représentants du personnel participent à la direction des sociétés de plus de cinq cents salariés, fait face un système français qui peine, malgré des progrès, à sortir de l'affrontement entre un patronat rechignant à tout partage du pouvoir et des syndicats qui ne sont pas tous réformistes.

Le fonctionnement de la société souligne aussi les contrastes. L'Allemagne préfère la culture du consensus, même s'il n'est pas toujours aisé à atteindre, la France plutôt la culture de la confrontation, objet d'un jugement ambigu des Allemands : critique de l'inclination à la grève et du manque de discipline, jointe à l'admiration devant la capacité du peuple français à ne pas s'incliner devant l'autorité et à défendre les libertés. Les stéréotypes s'expriment dans la culture populaire. L'allemand dit volontiers : „*Die Franzosen arbeiten um zu leben, wir leben um zu arbeiten*“, « *Les Français travaillent pour vivre, nous vivons pour travailler* », il critique la frivolité française, mais ajoute aussitôt, envieux et un peu admiratif : „*Leben wie Gott in Frankreich*“, « *Vivre comme Dieu en France !* » et il se montre sensible à l'élégance française. Le Français sourit de la « lourdeur germanique », tout en louant « le sérieux et la rigueur germaniques. » Quand le Français aime la grandeur, l'Allemand privilégie la prudence, quand le Français se veut créateur, l'Allemand veille à bien entretenir ce qu'il a bâti. Ajoutons à ces éléments que la France est plus jeune et plus dynamique sur le plan démographique.

### **...mais un magnifique chemin parcouru ensemble pour l'Europe...**

Ce schéma, tracé à gros traits très simplifiés, illustre, sans évoquer le terrible passé conflictuel, nos divergences. Et pourtant, quel magnifique chemin parcouru ensemble depuis la fin de la Guerre ! Sans nous attarder, évoquons en quelques images saisissantes : Konrad Adenauer et Charles De Gaulle assistant ensemble dans la cathédrale de Reims à la messe pour la paix le 8 juillet 1962, puis signant le 22 janvier 1963 le Traité de l'Elysée ; Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing devenant des symboles vivants de l'amitié franco-allemande ; Helmut Kohl et François Mitterrand se donnant la main à Douaumont le 22 septembre 1984 ; le 11 novembre dernier, Emmanuel Macron et Angela Merkel se donnant l'accolade et se serrant la main de la fraternité, victorieuse des démons du passé, dans la clairière de Rethondes.

Le « couple franco-allemand » a largement façonné l'Europe. Robert Schumann, Jean Monnet, Konrad Adenauer appartiennent aux pères fondateurs. Mitterrand et Kohl sont les acteurs clés de la création du marché unique, avec Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, puis de la naissance de l'Euro. Quand les deux hommes se rencontraient, ils savaient lancer par leur accord des initiatives suivies par toute l'Union.

### **...qui est devenu plus étroit...**

Puis, les circonstances changent. L'Allemagne se réunifie et de puissance économique mais nain politique, selon une expression du temps de sa division, devient une puissance européenne majeure tout court. Celles et ceux qui accèdent à la tête de nos nations n'ont pas connu la guerre. La capitale allemande migre de Bonn, une ville rhénane, vers Berlin, une ville du Nord. La réconciliation avec les pays d'Europe centrale, comme la Pologne, est jugée par les Allemands aussi importante que celle réussie avec la France. Le Royaume Uni, dont la pensée néolibérale n'a cessé d'influencer l'Union, apparaît un allié possible à l'Allemagne dans maints débats européens. Bref, France et Allemagne doucement s'éloignent de leur relation si étroite.

Puis surviennent les crises : crise financière de 2008, crise grecque, crise de l'Euro, crise des migrants, Brexit. Même si elles se rapprochent dans la nécessité d'éviter la catastrophe, les attitudes française et allemande n'y sont pas d'instinct similaires : disposition française à soutenir les banques dès le déclenchement de la crise financière, prudence allemande initiale ; inclination française à aider la Grèce dès le début, réticence allemande au commencement ; ouverture de l'Allemagne à l'accueil des migrants en un premier temps, réserve française quant à un accueil trop généreux... La gestion des crises, si elle entraîne des mesures pour consolider le système bancaire et l'euro, n'autorise cependant pas le déploiement d'une ambition européenne nouvelle, les populismes influençant, par ailleurs, les peuples dans le sens du rejet de toute nouvelle intégration.

### **...avant la nouvelle donne...**

La donne change encore, d'une part, avec le Brexit, qui oblige les 27, et particulièrement la France et l'Allemagne, à resserrer les rangs pour définir une attitude commune face au Royaume Uni, d'autre part, avec le nouvel interventionnisme russe, le terrorisme islamiste, l' « America first » de Donald Trump, qui conduisent à avancer dans la direction d'une « Europe qui protège », enfin, avec les élections du printemps 2017, qui voient en France et aux Pays-Bas les populismes échouer dans leur tentative de parvenir au pouvoir.

Les élections françaises donnent en mai 2017 au pays un président jeune, ayant conduit campagne en fervent partisan de l'Europe. En revanche, les élections au *Bundestag* de septembre 2017 ouvrent une période d'incertitude politique, avec un recul sensible de la CDU/CSU et de la SPD, l'entrée au Parlement, en troisième position, du parti populiste et anti européen, *Alternative für Deutschland* (AfD), et le retour du parti libéral, la FDP. La tentative de constituer une coalition *Jamaika* entre CDU/CSU, FDP, devenue eurosceptique, et Verts échoue en novembre, de sorte que s'ouvrent des discussions pour une nouvelle Grande coalition. Elles aboutissent en février à un contrat de coalition, puis en mars 2018, six mois après les élections, au cabinet Merkel IV, composé de six ministres CDU, trois CSU, dont le ministre de l'intérieur, des travaux publics et de la patrie (*Bundesminister des Innern, für Bau und Heimat*), Horst Seehofer, et six SPD, dont le vice chancelier et ministre des finances, Olaf Scholz, et le ministre des affaires étrangères, Heiko Maas.

## **...qui a laissé espérer de nouvelles avancées, sans remettre en cause les éléments fondamentaux de la politique allemande.**

Le discours de la Sorbonne de Macron sur l'Europe, en septembre 2017, jouit d'un retentissement considérable en Allemagne. Quoiqu'elles représentent moins d'une page sur les 19 du discours et ne figurent qu'en dernière position des six « clés » d'une « Europe souveraine, unie, démocratique », ses propositions sur l'Euro, qu'il a eu la prudence de ne pas détailler, retiennent particulièrement l'attention. La réaction est, à la fois, celle d'une nécessaire prise en considération de l'initiative française et d'une réserve quant à ses propositions.

La longueur des négociations pour constituer le gouvernement ajourne la clarification de la position allemande. La reconstitution d'une grande coalition ouvre toutefois des perspectives favorables. Ainsi, le contrat de coalition porte comme titre premier, « *Ein neuer Aufbruch für Europa* », « Un nouveau départ pour l'Europe », et consacre son premier chapitre à ce sujet, en se référant expressément au partenariat avec la France pour la zone euro. En matière de défense, le *Koalitionsvertrag* affirme la volonté de développer la coopération européenne.

Pour autant, une lecture précise de ce contrat montre les limites de cet « enthousiasme » pour la vision française. L'attachement de l'Allemagne au pacte de stabilité et de croissance, qui oblige les Etats de la zone euro à la rigueur budgétaire, y est souligné, de même que, pour ses propres finances, la volonté d'un budget équilibré et d'une réduction de sa dette en deçà de 60% de son PIB. L'ordre budgétaire constitue la ligne directrice. En matière de défense, derrière la pétition de principe, « Nous voulons rester transatlantiques et devenir plus européens<sup>1</sup> », derrière l'accent mis sur la coopération avec la France, il est surtout posé que l'OTAN reste, en définitive, fondamentale. Tant pour la monnaie que pour la défense, la CDU/CSU et la SPD proclament, dans leur contrat, la volonté de coopérer étroitement avec la France, mais sans rejoindre nombre des propositions précises faites par celle-ci et en restant fidèles aux fondamentaux de la politique allemande.

## **La grande coalition au pouvoir, où en est l'espoir ?**

Désormais, la grande coalition est au pouvoir. Où en sommes-nous ? Le contexte européen a encore changé. Après les divines surprises des scrutins français et néerlandais du printemps 2017, les ombres du populisme antieuropéen se sont à nouveau levées : élections de janvier 2018 en République tchèque reconduisant, de justesse il est vrai, le président Zeman ; élections législatives d'octobre 2017 en Autriche, qui débouchent en janvier 2018 sur la formation du gouvernement Kurz, associant les conservateurs et l'extrême droite anti-européenne ; élections législatives hongroises d'avril 2018 redonnant la victoire au nationaliste Victor Orban ; élections législatives italiennes de mars 2018 se soldant par une coalition populiste entre le mouvement 5 étoiles et la Ligue, qui s'est toujours proclamée antieuropéenne. La question migratoire est devenue centrale, ne cessant de provoquer des poussées de repli identitaire au bénéfice de partis populistes défiants envers l'Europe, accusée de brader des frontières jugées protectrices et de ne pas savoir traiter cette crise.

En Allemagne, le parti AfD est entré avec 98 députés au Bundestag et y est devenu une force d'opposition bousculant la tonalité des débats. Le lien, qui remonte au



début de la République fédérale, entre la CDU et la CSU, son partenaire bavarois, a été interpellé, particulièrement en raison des débats relatifs à la question migratoire, la CSU et Horst Seehofer, le ministre de l'Intérieur fédéral qui en est membre, ayant adopté des positions les rapprochant des partis populistes. La grande coalition connaît régulièrement des moments de tension, liés spécialement à cette évolution et aux piètres résultats électoraux de ses composantes. La grande coalition et surtout sa dirigeante, la chancelière Angela Merkel, apparaissent très fragilisées.

Des voix s'élèvent, notamment au sein de la CDU/CSU, contre les projets français pour la zone Euro. Olaf Scholz, le ministre social-démocrate des finances, inscrit ses pas dans la politique de rigueur budgétaire conduite par son prédécesseur chrétien-démocrate, Wolfgang Schäuble. Les idées d'un ministre des finances et d'un Parlement spécifique à la zone Euro sont écartées et la création de lignes budgétaires qui lui seraient réservées suscite la réticence. L'achèvement de l'union bancaire, avec la garantie européenne des dépôts bancaires, bute sur la crainte de devoir payer pour des banques du Sud, cette crainte ne pouvant qu'être stimulée par l'évolution de l'Italie. S'agissant de la défense, l'Allemagne reste sur la ligne de la retenue stratégique, comme l'a montré sa non-participation en avril dernier aux frappes militaires contre des installations chimiques en Syrie, menées par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, alors même que le gouvernement fédéral jugeait ces frappes totalement justifiées.

Dans ce domaine de la défense, le partenaire traditionnel de la France, capable comme elle d'intervenir rapidement sur les théâtres du monde, est le Royaume-Uni, la relation avec l'Allemagne, malgré des initiatives comme la création de la brigade franco-allemande, ne se traduisant pas dans le champ opérationnel. Entre les cultures stratégiques des deux pays existe un fossé. Tant au sein de sa classe politique que de sa population, la République fédérale a développé une « culture de retenue. »<sup>1</sup> Une évolution a certes eu lieu, à travers l'intervention en Afghanistan et dans la lutte contre Daech au Moyen Orient. Toutefois, si des troupes allemandes sont déployées de façon significative au Mali, elles ne participent pas, contrairement aux françaises, à la lutte armée contre les jihadistes.

Enfin, dans certains milieux allemands, de l'agacement se cristallise face à l'idée que « *le centre de gravité européen se déplace vers la France* », pour reprendre l'expression du directeur du renseignement national américain, lors d'une audition en février au Congrès.

« *Qu'il était bleu le ciel et grand l'espoir/L'espoir a fui, vaincu, vers le ciel noir* », faut-il appliquer ces vers de Verlaine au « Colloque sentimental », pour reprendre le nom de son poème, du couple franco-allemand ? Ou encore faut-il évoquer « *l'impossible tango* » entre Paris et Berlin, comme l'a fait le 4 octobre dernier la chroniqueuse du *Monde* ? C'est aller vite en besogne. Nous reviendrons sur cette question.

---

## NOTES

2 „Emmanuel Macron gilt nun als Retter Europa. Doch in Frankreich ist er von vielen Menschen verhasst, nicht nur unter den Rechten. Was haben wir von ihm zu erwarten?"

3 „Emmanuel Macron rettet Europa...und Deutschland soll zahlen"

4. „Wir wollen transatlantisch bleiben und europäischer werden“, p. 144 du *Koalitionsvertrag*.

5. L'expression et l'analyse sont reprises de l'article « *Europe et défense : indispensable et fragile couple franco-allemand* » de Thierry Tardy, analyste senior au sein de l'Institut d'études de sécurité de l'union européenne, publié dans la lettre de la Fondation Robert Schuman du 11 décembre 2017.

---

(\*) Ce texte est issu d'une conférence prononcée le 18 octobre 2018 au FEC (Foyer de l'étudiant catholique) à Strasbourg.

## **SUR LE MÊME SUJET**



[Europe : après l'ère des prophètes et des croyants, voici le temp...](#)